

AU-DELÀ DU COVID-19

UNE APPROCHE MULTI-ACTEURS POUR ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DE LA SANTÉ EN EUROPE



Le 1^{er} février se tenait la première conférence virtuelle née du partenariat du G20 Santé et Développement, en collaboration avec l'un de ses partenaires, Dedalus, organisée dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'UE, qui affiche un agenda ambitieux d'événements en lien avec la santé numérique, élaborés directement par les institutions ou par l'écosystème français et européen du numérique en santé. Après deux ans de pandémie, quelles sont les leçons à tirer et quels efforts l'Union Européenne peut-elle faire pour renforcer son système de santé ? De nouvelles priorités, mêlant innovation numérique et contraintes sanitaires, peuvent-elles voir le jour ? Pour y répondre, différents acteurs du monde politique et médical sont intervenus autour de trois axes :



- 1 Le lancement de la décennie numérique européenne.**
- 2 La coopération pour accélérer l'innovation à l'ère.**
- 3 Les meilleures pratiques dans les technologies de santé numériques européennes et le système de santé.**



Antoine Tesniere
Directeur Général
PariSanté Campus
Crédit photo : DR



Andrea Fiumicelli
Directeur Général
de Dedalus Group
Crédit photo : DR



Alan Donnelly
Convenor, G20 Health
and Development Partnership
Crédit photo : DR



Dominique Pon
Directeur de la Clinique
Pasteur à Toulouse
et Responsable Ministériel
au Numérique en Santé
Crédit photo : DR



Giorgio Moretti
Président et Fondateur
de Dedalus Group
Crédit photo : DR



Hatice Küçük Beton
Executive Director, G20 Health
and Development Partnership
Crédit photo : DR

Cette conférence de haut niveau a été ouverte par la directrice exécutive du Partenariat du G20 pour la santé et le développement (G20HDP), Hatice Küçük Beton, qui a souligné l'importance de la santé numérique pour le Partenariat et celle de travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs. Sandro Gozi, député européen et ambassadeur mondial auprès du G20HDP, a donné un aperçu politique du paysage en Europe, soulignant la volonté des députés européens de soutenir la transformation numérique en Europe.

LE LANCEMENT DE LA DÉCENNIE NUMÉRIQUE EUROPÉENNE

A l'aube d'un projet législatif sur un espace européen des données de santé, Ioana-Maria GLIGOR, Cheffe d'unité "Santé numérique, Réseaux de référence européens" au sein de la DG SANTE de la Commission européenne, ouvre cette conférence en apportant le regard européen sur la transformation numérique des systèmes de santé et le rôle de la Commission européenne. Après deux ans de travail acharné, elle constate que l'accélération des innovations en santé en réponse à la crise sanitaire COVID a bénéficié à la collaboration entre pays et au développement de solutions communes. Le dispositif de traçage et le certificat numérique COVID délivré à plus d'un milliard de personnes en UE représentent les meilleurs exemples de cette coopération, permettant de relancer l'économie et de redonner confiance aux populations. La pandémie a aussi souligné l'importance de l'utilisation des données publiques dans le but de développer la recherche sur des maladies, sur des vaccins et d'adapter les politiques publiques. La priorité numéro un de la Commission Européenne, selon I.Maria GLIGOR, est « la création d'un espace européen de données de santé visant à encourager les populations à contrôler leurs données ».

Le Dr. Philippe DUNETON adhère à ce constat, et il l'étaie à la lumière des actions menées par Unitaid dans les pays du sud. Grâce à une santé digitale fondée sur les data, trois problèmes centraux seraient résolus : le diagnostic, dont l'accès et la communication seraient plus simples ; l'outillage, avec l'Intelligence Artificielle (IA) ; enfin, le dépistage et le traitement des cancers seraient plus efficaces (85 % de sensibilisation aujourd'hui).

Cependant, ces avancées technologiques redéfinissent les exigences que les innovateurs numériques doivent garder à l'esprit. Garrett MEHL, chef d'unité des technologies de la santé numérique au sein du Département de la Santé Numérique et de l'Innovation de l'OMS, en Suisse, et Nabeel GOHEER, Chef de la région Asie, Moyen-Orient, Europe (AMEE) de PATH, recommandent une collaboration pour « l'établissement de

stratégies nationales, l'instauration d'une gouvernance nationale mais aussi mondiale, avec l'innovation centrée davantage sur les individus ».

La pandémie a également été source d'apprentissage en la matière. Andrea FIUMICIELLI, Directeur Général de Dedalus Group, tire les leçons de cette crise sanitaire : « L'IA peut servir quotidiennement », assure-t-il, notamment dans la gestion des prises de médicaments ou dans la détection de maladies. Il ajoute que « la crise a aussi dévoilé l'importance de lier la santé et le social (notamment envers les populations les plus fragiles). Par ailleurs, le monde médical fait face à une pénurie de soignants à laquelle le numérique pourrait répondre si le personnel était correctement formé. »

Ray PINTO, Directeur de la politique de transformation numérique de DIGITALEUROPE, ajoute à cela le besoin d'avoir confiance en la technologie, rendu possible par la collaboration avec le secteur privé, l'accès aux données au-delà des frontières (afin d'éviter une fuite de chercheurs vers les Etats-Unis où les données circulent plus librement) et la nécessaire transparence du système de santé. Il en va de la responsabilité mondiale du G7 et de l'OMS de faire profiter de ces avancées à l'ensemble des populations, reprenant les termes de l'Allocution liminaire du Directeur Général au Sommet du G7 le 12 juin 2021.

Un enjeu de taille se présente néanmoins dans ces avancées technologiques : celui de réussir à digitaliser la santé sans cliquer. Selon Nabeel GOHEER et Andrea FIUMICIELLI, il s'agit de s'adapter en composant avec la maturité du pays et ses différentes populations. Un des exemples de cette adaptation est le système du QR code également imprimable afin de faciliter son utilisation par le plus grand nombre : « Les Etats doivent être certains de n'exclure aucune population en créant quelque chose d'entièrement numérique, nous devons prendre en compte les populations âgées ou celles qui n'utilisent pas et n'accèdent pas aux systèmes numériques », rappelle Garrett MEHL.

// SUITE >>

// SUITE >>

Il s'agit aussi de protéger les données médicales des bénéficiaires, tout en garantissant la pleine souveraineté des organisations sur celles-ci ainsi que sur les métadonnées générées par les appareils. Ray PINTO recommande que la protection de ces données soit assurée par la cybersécurité et les lois écrites d'après le modèle du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). Il rappelle l'exemple de la Finlande où a été mise en place une loi permettant l'interopérabilité de l'ensemble des systèmes informatiques. Il serait ainsi possible de savoir exactement quelle donnée est utilisée et à quelle fin. Résultat : l'Etat est pleinement souverain et les données ne sortent pas de l'UE.

LA COOPÉRATION POUR ACCÉLÉRER L'INNOVATION À L'ÈRE NUMÉRIQUE

Avant de poursuivre, gardons à l'esprit que le premier problème lié à l'accélération de l'innovation demeure l'accès à la technologie. Un écueil pointé du doigt par Louise AGERSNAP, Responsable du Pôle Innovation à l'OMS. Des solutions existent et elle rappelle qu'il s'agit premièrement "d'investir dans les outils numériques et de les développer à partir d'une compréhension d'un besoin spécifique dans un contexte précis." Et d'ajouter "que ces outils nécessitent de nouvelles pratiques de travail développées avec et pour l'utilisateur".

Pour le Président et Fondateur de Dedalus Group, Giorgio MORETTI, le mot d'ordre est l'interopérabilité, dont il définit le sens comme "la possibilité de véritablement partager des informations cliniques entre les différents médecins dans les différentes langues, dans les différents codages des différents pays, et de profiter pleinement de la puissance de l'instrument en utilisant les mêmes technologies." Cette interopérabilité sémantique et technique est possible en "éduquant et en entraînant le personnel soignant dès l'université."

LES MEILLEURES PRATIQUES DANS LES TECHNOLOGIES DE SANTÉ NUMÉRIQUES EUROPÉENNES ET AU SEIN DU SYSTÈME DE SANTÉ

Pour accélérer l'innovation numérique à l'échelle européenne, il s'agit premièrement de définir les meilleures pratiques à adopter. À ce sujet, Antoine TESNIERE se félicite de la coopération de l'UE pendant cette pandémie, où chacune des étapes du COVID a trouvé une réponse digitale (QR code, télémedecine etc.). Prenant l'exemple de Parisanté Campus dont il est le Directeur Général, les meilleures pratiques se situent selon lui dans le partage d'expertise à l'échelle européenne : "Il est primordial de coopérer sur le plan scientifique mais aussi politique et stratégique. Il est nécessaire d'être coordonné sur la vision, la stratégie et suivre la vitesse de l'innovation tout en garantissant l'évolution, la stratégie et l'éthique dans des choix européens."

Des propos approuvés par Stefan HÖCHERL, Responsable de la Stratégie et des Affaires Européennes chez Gematik. Selon lui, ces bonnes pratiques doivent également prendre en compte le besoin de garantir des données structurées et de créer des obligations pour des systèmes interopérables (le pilier fondateur de l'IA). Il préconise aussi de sensibiliser la population à ces technologies, car la transformation digitale est un nouveau logiciel de pensée. "Il est nécessaire que la population soit éduquée, ait accès à l'information pour «dédiaboliser» l'usage des données et du numérique dans la santé. Ces campagnes de sensibilisation pourraient permettre de créer de la confiance au sein de la population, ce qui est un élément indispensable".

D'après S. HÖCHERL, la population s'est montrée prête à interagir avec les systèmes de santé digitaux pendant les différentes vagues de la COVID 19, et exprime aujourd'hui un intérêt à conserver ce lien - par l'usage de la télémedecine notamment.

Cette confiance concrétiserait *in fine* la création d'un marché de l'IA, possible par la mise en commun massive de données, où, ajoute Antoine TESNIERE, « il serait stratégique pour l'UE de se positionner sur ce marché des données et de l'IA pour concurrencer les Etats-Unis et la Chine. »

Erik JYLLING, Vice-Président Exécutif de la Politique de Santé des Régions Danoises, complète ces propos avec l'exemple de Sundhed.dk. Le portail numérique officiel des services de santé publics danois permet aux citoyens et aux professionnels de santé de trouver des informations et de communiquer. Le portail facilite les services numériques centrés sur le patient qui fournissent un accès et des informations sur les services de santé danois.

Alan Donnelly, responsable du G2oHDP, a conclu la session en remerciant tous les intervenants et en soutenant le programme de la Présidence Française du Conseil de l'Union Européenne. Il a également exprimé son soutien à la présidence allemande du G7 et a présenté le Dr Thomas Steffen, ministre du ministère fédéral allemand de la santé.

Le Dr. Thomas STEFFEN, Secrétaire d'État au Ministère Fédéral de la Santé, avertit néanmoins de la difficulté que représente cette transformation digitale. Il nous rappelle qu'en dépit de la force de l'UE, les pays restent "trop gros pour échouer, trop petits pour réussir". Il souligne alors "la nécessité d'apprendre des autres. L'effort commun, la data centralisée et le cadre légal sont les piliers de soutien pour la recherche et l'innovation, afin d'anticiper les éventuelles prochaines épidémies." Le but étant d'arriver à une santé digitale construite en Europe, pour l'Europe, pour ses citoyens.

Les perspectives d'innovations technologiques sont donc nombreuses et Dominique PON, Directeur de la Clinique Pasteur à Toulouse et Responsable Ministériel au Numérique en Santé conclut cette conférence par la défense d'une coopération européenne aux couleurs humanistes. Une allusion à la conférence ministérielle datant du 2 février 2022 qui a acté 16 des principes qui régissent désormais l'éthique du numérique à l'échelle européenne. La coopération entre le G2o, le G7 présidé par l'Allemagne et organisé dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'UE concrétise la formation d'un espace européen de santé, visant "l'ensemble des acteurs de santé dans une logique de partenariat, mettant au cœur le citoyen afin d'œuvrer à ce que demain, toutes les maladies cancéreuses et chroniques aient une réponse digitale."



Un événement organisé dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne*

*Cet événement n'est pas organisé par le Gouvernement français. Il est cependant autorisé par celui-ci à utiliser l'emblème de la présidence française du Conseil de l'Union européenne.